

l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et qu'il a achevé son cursus en France ou lorsqu'il est titulaire de la carte de séjour portant la mention " recherche d'emploi ou création d'entreprise " prévue à l'article [L. 422-14](#) du même code, l'emploi proposé est en adéquation avec les diplômes et l'expérience acquise en France ou à l'étranger.

## R. 5221-21

Décret n°2020-1734 du 16 décembre 2020 - art. 14

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les éléments d'appréciation mentionnés au 1° de l'article [R. 5221-20](#) ne sont pas opposables lorsque la demande d'autorisation de travail est présentée au bénéfice de :

1° L'étranger visé au deuxième alinéa de l'article [L. 233-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#) ou au premier alinéa de l'article [L. 421-4](#) du même code lorsque l'emploi sollicité figure sur l'une des listes visées par ces dispositions ;

2° L'étranger, titulaire d'une carte de séjour temporaire portant la mention " recherche d'emploi ou création d'entreprise " délivrée en application des articles [L. 422-10](#) ou [L. 422-14](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et qui présente un contrat de travail en relation avec sa formation ou ses recherches et assorti d'une rémunération supérieure à un montant fixé par décret ;

3° L'étudiant visé au second alinéa de l'article [L. 421-4](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qui, titulaire d'un diplôme obtenu dans l'année, justifie d'un contrat de travail en relation avec sa formation et assorti d'une rémunération supérieure à un montant fixé par décret ;

4° Le mineur étranger, pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, lorsqu'il remplit les conditions de l'article [R. 5221-22 du code du travail](#).

## D. 5221-21-1

Décret n°2020-1734 du 16 décembre 2020 - art. 14

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le seuil de rémunération mentionné aux 2° et 3° de l'article [R. 5221-21](#) et à l'article [L. 422-11](#) et au second alinéa de l'article [L. 421-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#) est fixé à une fois et demie le montant de la rémunération minimale mensuelle.

[service-public.fr](#)

> Comment faire pour embaucher un salarié étranger ? : Code du travail : article D5221-21-1

## R. 5221-22

Décret n°2021-360 du 31 mars 2021 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'étranger qui est confié au service de l'aide sociale à l'enfance mentionné à l'article [L. 221-1](#) du code de l'action sociale et des familles à la date à laquelle il est statué sur sa demande d'autorisation de travail et qui, en lien avec son cursus, a conclu un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation, validé par le service compétent, est bénéficiaire, à ce titre, d'une autorisation de travail de droit conformément à l'article [L. 5221-5](#) du présent code.

La condition prévue au 1° de l'article [R. 5221-20](#) du présent code ne peut être opposée lorsque l'autorisation de travail est demandée par un étranger confié à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de seize ans et l'âge de dix-huit ans, dès lors qu'il satisfait les conditions fixées à l'article [L. 313-15](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour obtenir la carte de séjour temporaire prévue aux 1° et 2° de l'article [L. 313-10](#) du même code et portant la mention " salarié " ou la mention " travailleur temporaire ".

[service-public.fr](#)

> Qu'est-ce que la régularisation d'un étranger par le travail ? : Délivrance des autorisations de travail au salarié étranger

> Carte de séjour - Recherche d'emploi/création d'entreprise : Rémunération minimum

> Étranger en France : carte de séjour pluriannuelle - travailleur saisonnier : Délivrance de l'autorisation de travail

> Comment faire pour embaucher un salarié étranger ? : Accessibilité aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation aux mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance

> Autorisation de travail d'un étranger salarié en France : Délivrance des autorisations de travail